

La véritable mort de l'Occident | Prof. David Gibbs

L'historien David Gibbs soutient que le désordre international actuel découle des décisions prises après la guerre froide, lorsque les décideurs politiques occidentaux ont cherché à préserver leur domination militaire malgré la disparition de la menace soviétique. Symposium de l'Université de Kyoto 2026 : « La géopolitique au temps des monstres » Présentation 2 : Prof. David Gibbs S'appuyant sur des documents déclassifiés et sur les recherches de Gibbs, il examine les dépenses militaires, l'OTAN, la Yougoslavie et la politique d'intervention. La discussion avec le public aborde le pétrole, le capitalisme, les arguments humanitaires, la Chine et l'opposition publique à la guerre. Enregistrée lors du Symposium de Kyoto 2026, cette séance comprend la présentation ainsi que l'intégralité des questions-réponses. Liens de David : Profil universitaire : <https://history.arizona.edu/person/david-gibbs> Recherche et publications : <https://dgibbs.arizona.edu/> Programme du Symposium de Kyoto : <https://neutralitystudies.com/events/kyoto-symposium-2026> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 Introduction : la recherche de nouveaux ennemis 03:51 Les dépenses militaires et les dividendes de la paix perdus 10:50 Soutenez Neutrality Studies 12:01 La stratégie de domination permanente 20:48 La Yougoslavie, l'OTAN et l'indépendance européenne 34:34 Les fabricants d'armes, le PNAC et l'élargissement de l'OTAN 44:21 Questions-réponses : pétrole, capitalisme et intervention 01:03:32 Idéologie, revendications humanitaires et résistance publique

#David Gibbs

Très bien. Merci pour cette introduction, Pascal. Merci de m'avoir invité. Je suis historien, et je vais examiner la question du désordre mondial auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. Je souhaite parler de l'état actuel de ce désordre mondial, dans une perspective historique, à partir de documents déclassifiés. C'est ma spécialité, et c'est aussi le sujet d'un nouveau livre que j'écris en ce moment. Il est évident que nous vivons la pire période de désordre mondial et de danger, certainement depuis la fin de la guerre froide. Je dirais même que la situation est aussi intense et dangereuse que n'importe quel moment de la guerre froide, y compris, peut-être, la crise des missiles de Cuba. Et la question, la question essentielle, est la suivante : comment en sommes-nous arrivés là, et pourquoi ?

Et je vais soutenir que ce n'était pas accidentel, mais, dans une certaine mesure, intentionnel — dans un certain sens du terme. Le fait que nous en soyons là aujourd'hui était un effet recherché. Cela a bien été conçu, et défendu. Et, encore une fois, la décennie clé, à mes yeux, ce sont les

années quatre-vingt-dix. C'était la décennie qui a suivi immédiatement la guerre froide, lorsque nous — vous savez, les États-Unis et l'Europe — n'avions aucun ennemi, ni aucune menace sérieuse pour notre sécurité. À mes yeux, c'était une décennie de recherche d'ennemis. Je tiens vraiment à souligner qu'il n'y avait pas seulement le sentiment de ne pas avoir d'ennemis. Il y avait aussi, chez les gens, un sentiment d'anxiété et de peur.

On pourrait dire que l'establishment de la politique étrangère, la classe dirigeante, appelez-les comme vous voulez, les élites, considéraient que c'était une véritable menace pour leur mode de vie. On dit souvent : pourquoi les pays entrent-ils en guerre ? Ils entrent en guerre parce que leur mode de vie est menacé. Or, le mode de vie des élites américaines de la politique étrangère, c'était la guerre permanente, ou la préparation permanente à la guerre. Et elles répugnaient fortement à perdre cet état de fait. Elles tenaient à le recréer. Et il est remarquable de voir à quel point elles l'ont dit. Pas seulement en privé, dans des documents. Et là encore, comme Evarist Bartolo, je suis un grand partisan des communications privées. Mais elles l'ont aussi dit publiquement.

Et il était vraiment frappant qu'on dise ouvertement que ce dont nous avons besoin, c'était d'un nouvel ennemi. C'était discuté ouvertement. Et je me souviens d'avoir regardé... vous savez, là encore, c'était une source d'inquiétude. C'était aussi une source d'humour. Je m'en souviens de mémoire. Il y avait un magazine, un magazine de gauche, qui publiait un dessin avec le titre de demain. Et le titre de demain, c'était : « La guerre sera déclarée demain. » Et le sous-titre : « L'ennemi sera choisi prochainement. » Voilà. Et cela reflétait une attitude authentique, une véritable attitude. Colin Powell, qui était alors président des chefs d'état-major interarmées, en mille neuf cent quatre-vingt-dix, a déclaré dans une interview : « Réfléchissez-y sérieusement. »

« Je suis à court de démons. Je suis à court de méchants. » Autrement dit, il regrette de ne plus avoir de démons. Après tout, c'est un général. Que va faire un général pour gagner sa vie s'il n'y a plus de démons ni de méchants ? De puissants intérêts bien établis soutenaient tout cela. Le plus connu était ce groupe d'intérêts qu'Eisenhower appelait le complexe militaro-industriel. Mais c'était bien plus vaste que ça. Cela incluait des groupes de réflexion, des journalistes, des universitaires. Les gens l'oublient, mais les universitaires américains, aujourd'hui comme à l'époque, étaient très étroitement liés entre eux, surtout dans les sciences politiques. D'ailleurs, mon diplôme est en sciences politiques, pas en histoire. Ils étaient aussi étroitement liés à l'armée, et tout particulièrement à l'Agence centrale du renseignement. Il y avait des liens très étroits avec l'Agence centrale du renseignement.

Et encore une fois, cela a été une source de subventions considérables, de colloques, de lieux agréables, et ainsi de suite, pour de nombreux universitaires. Et on en parlait ouvertement en mille neuf cent quatre-vingt-dix. Il y avait un article dans le Washington Post, écrit par un professeur qui étudiait les interventions soviétiques dans le tiers-monde. Quelqu'un que je connaissais, en fait. Son titre était : « Gorbatchev a ruiné ma carrière. » C'était le titre. Très bien. En effet. C'était un article plein d'esprit, et il se terminait — je vais paraphraser un peu. Il disait, en substance : ce qu'il nous faut en Union soviétique, c'est un coup d'État mené par les durs, pour ramener la guerre froide. Ma

carrière repartirait sur les rails, et je recevrais à nouveau toutes ces subventions. Et il ajoutait : non, je connais l'objection. Certaines personnes diraient : pourquoi le peuple soviétique devrait-il souffrir uniquement pour faire avancer ma carrière ?

Et ma réponse est simple. Le peuple soviétique est habitué à souffrir, contrairement à moi. Bref, cela vous donne une idée de la tonalité, de l'atmosphère de la situation. Je vais vous raconter une autre petite anecdote, plus personnelle. J'enseigne dans le sud de l'Arizona, à l'université d'Arizona. En mille neuf cent quatre-vingt-dix, je suis arrivé en Arizona. Je ne venais pas de l'ouest des États-Unis. Là-bas, tout est très lié à l'armée de l'air américaine. Et, pour la première fois de ma vie, j'ai vu des avions militaires voler dans le ciel toute la journée. Et je me suis demandé : qu'est-ce qu'ils vont faire de tout cet équipement, maintenant que la guerre froide est terminée ? Il n'y a plus d'ennemis. Et je suppose que ma réponse a été : ils en trouveront sûrement un autre.

Et c'est exactement comme ça que ça s'est passé. Exactement comme ça. Très bien. Je tiens aussi à souligner à quel point nous avons laissé passer une occasion extraordinaire. Dans la période qui a immédiatement suivi la guerre froide, et pendant la fin de la guerre froide, la possibilité d'un désarmement nucléaire était ouvertement envisagée. Mikhaïl Gorbatchev l'a explicitement proposé : un désarmement nucléaire bilatéral, un désarmement nucléaire complet et total des deux principales puissances nucléaires. Les États-Unis l'ont rejeté. Mais c'était une possibilité réelle, sur la table. Cela aurait pu être fait. Ce n'était pas inévitable. C'était un choix. Et encore une fois, vous savez, nous discutons tout à l'heure des choix faits par les dirigeants. Les choix comptent. Je suis d'accord avec ça. Et le choix qui a été fait, c'était de ne pas désarmer. De ne pas désarmer.

J'ajouterais, au passage, que les États-Unis auraient pu réduire leurs forces armées au niveau d'avant-guerre, d'avant la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis auraient pu devenir un pays normal. Il n'y avait pas d'ennemis, aucune justification à cela. Mais il y avait une détermination à ne pas le faire. Nous aurions pu... les États-Unis auraient pu... Je dis « nous » parce que je suis citoyen américain, alors pardonnez-moi ce « nous », ce « nous » royal. C'est un raccourci. Mais, à ce moment-là, il était possible de s'attaquer à la question du changement climatique, qui commençait alors, pour la première fois, à être largement reconnue. Il y a eu un article fascinant dans le New York Times, paru, je crois, environ deux semaines après la chute du mur de Berlin, après la fin plus ou moins officielle de la guerre froide.

Et c'était en première page. Je m'en souviens. Je l'ai juste devant moi, ici. Et ça portait sur le coût des mesures à prendre face au changement climatique. L'article disait que les coûts seraient colossaux, tellement colossaux qu'ils équivaldraient à l'ensemble du budget militaire des États-Unis. Ils n'ont même pas envisagé que, maintenant que la guerre froide était terminée et que les ennemis avaient disparu, il faudrait peut-être supprimer le budget militaire et réaffecter tout cet argent à la lutte contre le changement climatique. Ils n'ont même pas abordé cette question. Cela montrait bien à quel point les dépenses militaires étaient réellement sacro-saintes, et quelle était l'attitude

fondamentale à ce sujet. D'accord. Le problème, là encore, c'est qu'il y avait un appel à un dividende de la paix. Beaucoup estimaient qu'il fallait, et que c'était logique, de réduire les dépenses d'armement à leur niveau d'avant la Seconde Guerre mondiale.

Le public, soit dit en passant, le public américain, a toujours constitué une contrainte pour la politique étrangère des États-Unis. Parce qu'il y a toujours eu une certaine réticence, dans l'opinion, à suivre le pays dans des aventures à l'étranger. Je pense que le public comprend instinctivement qu'il faut faire un choix entre les canons et le beurre. Dans la mesure où l'on dépense de l'argent pour l'armement, d'accord, il reste moins d'argent à consacrer aux programmes sociaux et au niveau de vie. Soit dit en passant, on considère souvent que le keynésianisme militaire stimule la croissance économique. Ce qu'on oublie, c'est que c'est un moyen très inefficace de le faire. Car les dépenses consacrées aux activités militaires créent bien moins efficacement des emplois que les dépenses publiques dans des secteurs civils, comme les infrastructures. On l'oublie souvent. Mais, quoi qu'il en soit, je pense que le public a toujours été sceptique face à ces aventures à l'étranger.

#David Gibbs

Et pendant la guerre froide, un éminent politologue, Edward Tufte, qui était spécialiste de l'opinion publique, a observé que les interventions américaines de l'époque suscitaient ce qu'il appelait un scepticisme non éclairé et une hostilité éclairée. J'ai le sentiment que c'est, en règle générale, ainsi que l'opinion publique perçoit les aventures militaires à l'étranger. À l'époque, il faisait référence à l'intervention américaine en Amérique centrale, mais je pense que cela s'applique bien plus largement. La question était donc : comment amadouer l'opinion publique ? Et comment la rallier au projet de poursuivre la guerre ? Eh bien, avant d'aborder cela, permettez-moi de souligner qu'il y avait une volonté de ne pas instaurer un désarmement généralisé, ni même quoi que ce soit qui s'en approche.

Et cette vision a été synthétisée dans plusieurs documents. Mais le plus important, c'est un document qui m'a toujours fasciné : le document d'orientation pour la planification de la défense, de mille neuf cent quatre-vingt-douze. Il a été rédigé par Paul Wolfowitz, ou sous sa supervision. Wolfowitz était un néoconservateur très influent, alors secrétaire adjoint à la Défense. En substance, ce document disait que les États-Unis se trouvaient face à une situation qu'aucune autre grande puissance dans l'Histoire n'avait jamais connue : une domination mondiale totale, en quelque sorte. Et que les États-Unis devaient saisir cette occasion et perpétuer cette domination aussi loin que possible dans l'avenir. Cela devait être le principe directeur de la politique étrangère américaine après la Guerre froide. Et c'était une vision remarquable.

Il y avait, dans ce document, une véritable volonté de chercher des ennemis. On y parlait de la Russie et de la Chine. La Russie, vous savez, l'Union soviétique à l'époque, sur le point de devenir la Fédération de Russie, était pratiquement à genoux sur le plan économique. Elle était sur le point de devenir... ce n'est pas un vassal, mais quelque chose de très proche d'un vassal des États-Unis. Mais malgré cela, le document envisageait la possibilité que la Russie et la Chine deviennent, à l'avenir,

des États ennemis. Il disait même : qui sait, peut-être pourrions-nous un jour faire la guerre à l'Allemagne et au Japon. C'est vraiment ce qu'il disait, n'est-ce pas ? Il parlait aussi de l'Union européenne en termes hostiles, parce que c'était une période où l'Union européenne envisageait une politique étrangère indépendante. C'est un point sur lequel je vais revenir dans un instant.

Et à l'époque, le document a fuité, je crois, dans le New York Times. Les gens ont été stupéfaits par son ton agressif et belliciste. À mon avis, cela reflétait tout à fait l'état d'esprit néoconservateur. Paul Wolfowitz, bien sûr, était une figure très importante du néoconservatisme. Mais, avec le recul, je pense que c'était véritablement le document fondateur de la politique américaine après la guerre froide. Voilà. C'était vraiment la force directrice sur le plan intellectuel. C'est l'équivalent historique du document NSC soixante-huit. Pour ceux d'entre vous qui connaissent l'histoire de la guerre froide, c'en est la version de l'après-guerre froide : le NSC soixante-huit. Encore un point, je suppose, au sujet des néoconservateurs.

Cela reflétait l'arrivée complète au pouvoir des néoconservateurs, et leur domination totale du processus de politique étrangère. Selon moi, la manière la plus essentielle de comprendre les néoconservateurs — et je m'appuie là encore sur l'étude de leurs archives à l'université Stanford, de leurs documents privés —, c'est ce que j'appellerais l'israélisation de la politique étrangère américaine. Ils ont pris Israël comme modèle de la manière dont l'Amérique devrait agir : l'action militaire à outrance d'Israël, la tendance à reléguer très largement les négociations au second plan, et l'idée que la force militaire résout, au fond, tous les problèmes. Et qu'il faut y recourir sans s'en excuser, aussi souvent que nécessaire.

On parle souvent de l'influence du lobby israélien sur la politique étrangère américaine. Évidemment qu'elle existe. Il n'y a aucun doute là-dessus. John Mearsheimer et Stephen Walt avaient raison à ce sujet. Mais je pense qu'il y a quelque chose de plus profond. Le mouvement néoconservateur a représenté l'introduction de la vision israélienne dans le processus de politique étrangère des États-Unis. Cela a rendu la politique américaine presque, à leurs yeux, dans leur esprit, presque identique à la politique étrangère israélienne. Il était donc tout naturel qu'Israël devienne notre allié le plus proche, compte tenu de cette situation et de l'état d'esprit qui l'accompagnait. D'accord. Encore une fois, le problème, c'était d'amener l'opinion publique à adhérer à cette idée. Et je pense qu'il y avait une détermination à le faire.

Le meilleur moyen d'y parvenir, c'est de lancer une guerre. Parce qu'après tout, si vous lancez une guerre et que vous la gagnez... lancer une guerre que nous pouvons gagner. Après tout, il y a eu le Vietnam, et ça ne s'est pas très bien passé. L'idée était donc de lancer une guerre que l'Amérique était certaine de gagner. Et, très rapidement, nous avons eu trois guerres. D'accord. La première, c'était l'invasion américaine du Panama, qui a eu lieu moins d'un mois après la chute du mur de Berlin. Officiellement, il s'agissait de promouvoir la démocratie au Panama. Du moins, c'était la version publique. La deuxième — et c'était la grande, bien sûr —, c'était la première guerre du Golfe, en mille neuf cent quatre-vingt-dix et mille neuf cent quatre-vingt-onze : l'opération Tempête du désert, au cours de laquelle les États-Unis ont expulsé les forces de Saddam Hussein du Koweït. D'accord.

Le plus grand déploiement de forces américaines depuis le Vietnam. Le troisième — et personne ne considère cela comme une guerre, mais il est juste de le voir exactement ainsi —, c'est le déploiement des forces américaines, en mille neuf cent quatre-vingt-douze, dans une prétendue mission de maintien de la paix en Somalie. Très bien. Et je pense que la question, c'est : quel était le mobile, ici ? Très bien. Je dois dire que j'ai changé d'avis là-dessus. Au moment de la première guerre du Golfe, je pensais, comme beaucoup d'autres, que c'était une guerre pour le pétrole. Je ne pense pas que le pétrole ait eu quoi que ce soit à voir là-dedans. Je pense que c'était une démonstration de l'hégémonie américaine, et une manière de gagner une guerre facile à gagner. Ils ont estimé qu'ils pouvaient la gagner facilement, et donc démontrer l'importance de la puissance américaine.

Il n'y a rien de tel que de gagner une guerre pour rallier l'opinion publique au militarisme. C'est ce qui a été fait, et cela a été fait avec une grande efficacité. Quant au mobile, je pense, là encore, qu'il a été le mieux formulé par Colin Powell, qui était président des chefs d'état-major interarmées. Il a déclaré — et le Washington Post l'a cité — ceci concernait la première de ces guerres, l'invasion du Panama. Je cite : « Nous devons accrocher une pancarte devant notre porte disant : "Une superpuissance habite ici", quoi que fassent les Soviétiques, même s'ils évacuent l'Europe de l'Est. » C'était une déclaration très honnête. Et je pense qu'elle exprime clairement le véritable mobile de cette intervention, ainsi que celui des deux autres guerres.

C'était une publicité pour la puissance des États-Unis. Et ce qui est remarquable, en fait, c'est l'ampleur des interventions américaines pendant la période qui a suivi la guerre froide, et leur fréquence. Des interventions documentées. Évidemment, on ne peut pas recenser les opérations clandestines dont on n'a pas connaissance. Mais parmi celles qui peuvent être documentées, elles ont été plus fréquentes que pendant la guerre froide, d'accord ? Et cela reflétait une certaine inquiétude : il fallait montrer que le budget militaire était utile, puisqu'on s'en sert. On ne peut pas avoir ces porte-avions extrêmement coûteux, des centaines de bases à l'étranger, des avions de chasse qui coûtent, vous savez, cent millions l'unité, sans les utiliser et sans montrer qu'ils sont utiles.

Et la façon d'y parvenir, c'est par une action militaire directe. Et ces trois conflits, je pense, ont contribué à établir la norme. Ces trois premières guerres de l'après-guerre froide ont fixé une nouvelle référence. Mais je pense qu'un autre événement clé a été l'écroulement de la Yougoslavie. Au départ, je pense que — c'est un sujet que j'ai étudié pendant de nombreuses années — cette guerre avait en réalité pour but, là encore, de mettre en avant l'importance de l'hégémonie américaine, et surtout de l'OTAN. L'OTAN était le joyau de la présence américaine à l'étranger. Parmi les centaines de bases militaires, les plus importantes se trouvaient en Europe, d'accord ?

Et cela a suscité de l'intérêt, non seulement au sein du complexe militaro-industriel. Un grand nombre d'entreprises américaines appréciaient aussi l'accès que cela leur donnait au marché européen. Et les militaires en uniforme appréciaient le fait que, semble-t-il, on estimait que vingt-cinq pour cent des généraux et amiraux, vers la fin de la guerre froide, avaient obtenu leurs étoiles

en Europe. Il y avait donc une volonté de ne pas perdre l'OTAN, même si l'OTAN n'avait plus de rôle. Sa fonction avait disparu avec la défaite de l'Union soviétique, avec l'effondrement de l'Union soviétique. Très bien. La question était donc : comment justifier l'OTAN ? Et il a été décidé que la Yougoslavie serait l'endroit où l'OTAN démontrerait sa valeur. Très bien. Je dois ajouter une autre chose, qu'il faut absolument mentionner ici. Et cela renvoie à un sujet dont nous venons de parler : la servilité de l'Europe.

C'est quelque chose de nouveau. Ça n'a pas toujours été le cas. Dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, l'Europe jouissait d'un degré d'indépendance remarquable, bien plus important que pendant la guerre froide. Je veux dire, pendant la guerre froide, il y avait déjà des signes d'indépendance. Bien sûr, Charles de Gaulle a retiré la France du commandement intégré de l'OTAN. Il y a eu Olof Palme, et ainsi de suite. Willy Brandt a fait preuve d'une indépendance considérable. Mais après la guerre froide, il y avait une véritable volonté de renforcer l'Union européenne comme puissance autonome de politique étrangère collective. Pas tellement sur le plan militaire, mais sur les plans économique et diplomatique. On estimait qu'avec l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis seraient effectivement en mesure d'avoir, pardonnez l'expression, presque tous les pouvoirs, comme une sorte de dictature mondiale. Et que ce serait malsain pour le monde. L'Europe pouvait alors servir de contrepoids à la puissance américaine.

Très bien. Et l'objectif de l'Union européenne aurait été de jouer ce rôle de contrepoids. Certains dirigeants européens parlaient ouvertement de la nécessité, pour l'Europe, de prendre ses distances avec les Américains. Pas d'une rupture totale, mais d'une indépendance vis-à-vis des États-Unis : c'est le terme qu'ils employaient. On partait du principe que l'OTAN finirait simplement par disparaître, et que l'Europe prendrait sa place. L'euro a été lancé, dès le départ et ouvertement, comme un défi à l'hégémonie du dollar américain. Des responsables européens l'ont dit publiquement. Et ce n'est pas tout. Au Japon, certains membres du ministère des Finances appelaient ouvertement des dirigeants européens pour leur dire : « Nous espérons que vous, Européens, ferez de l'euro une réussite face aux Américains. Car si vous y parvenez, nous, au Japon, nous pourrions vouloir faire quelque chose de similaire en Asie de l'Est. »

Et ce n'était pas privé, mais public. Et c'était extrêmement alarmant, comme vous pouvez l'imaginer, pour les Américains. On peut se demander pourquoi. Il n'y avait pas d'ennemi. Mais il s'agissait non seulement du prestige américain, mais aussi d'énormes intérêts acquis dans le maintien du système d'alliances américain hérité de la guerre froide. Ils ne voulaient pas le voir se désintégrer, et ils ne voulaient certainement pas voir le Japon et l'Europe contester la puissance des États-Unis. La question était donc : comment le démontrer ? Eh bien, l'Europe a vu l'éclosion de la Yougoslavie — je résume beaucoup, ici — comme une occasion de prouver sa crédibilité en tant qu'acteur indépendant de la politique étrangère.

Et en particulier, ils ont envoyé des équipes de médiation pour tenter de négocier, non pas la dislocation de la Yougoslavie, mais plus précisément en Bosnie-Herzégovine. La Bosnie-Herzégovine, l'une des républiques constitutives de la Yougoslavie, s'est séparée en mille neuf cent quatre-vingt-

douze, pendant la dislocation. Et on a immédiatement compris qu'il y avait un risque de guerre civile entre les trois groupes ethniques : les Serbes, les Croates et les musulmans. Les Européens, en collaboration avec les Nations unies, ont envoyé une équipe de négociation dirigée par José Cutileiro, un ancien diplomate portugais. Il a négocié un accord entre les trois groupes, qui déléguait le pouvoir aux régions. Et, en réalité, presque tout le monde y a adhéré en principe — et j'insiste sur « en principe » — du moins dans ses premières versions. Et les États-Unis ont immédiatement commencé à essayer de torpiller cet accord.

Et puis, une guerre féroce a éclaté. Elle a duré trois ans. Et pendant cette guerre, là encore, les Européens n'ont cessé d'envoyer des équipes de négociation pour la paix. À plusieurs reprises, elles ont été tout près de régler le conflit. Mais, à chaque fois, les États-Unis ont essayé de faire capoter les négociations. Vous pouvez lire les mémoires de David Owen à ce sujet. C'était le négociateur principal, un ancien ministre britannique des Affaires étrangères. Très pro-OTAN, d'ailleurs. Il a toujours été connu pour être particulièrement pro-OTAN. Il appartenait en quelque sorte à l'aile droite du Parti travailliste, favorable à l'OTAN, pour ceux d'entre vous qui se souviennent des années quatre-vingt. Et pourtant, il a vu là une occasion d'arrêter la guerre et de mettre fin aux morts.

Et dans ses mémoires, il a dit que le plus grand danger pour ses efforts, c'étaient constamment les Américains, qui ne cessaient de les torpiller. Et je pense que ce qui se passait ici, c'est que les Américains ne voulaient pas que l'Europe obtienne le mérite d'avoir réglé ce qui était devenu le conflit le plus important en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Enfin, oui, depuis la Seconde Guerre mondiale, c'était assurément le conflit le plus violent. Correction : depuis la guerre civile grecque des années quarante. Les gens l'oublient. Mais, depuis cette guerre civile grecque des années quarante, c'était sans aucun doute le conflit le plus violent en Europe. Et ce serait une façon de montrer que l'Europe était une puissance. C'était l'objectif de l'Europe, ici. C'est ce qu'elle voulait faire. Et c'est ce que les États-Unis voulaient empêcher.

Et ils y sont parvenus. Au final, la guerre a été réglée grâce à une opération clandestine visant à armer plusieurs forces terrestres dirigées par les Croates, ainsi qu'à une campagne de bombardements de l'OTAN. Pendant deux semaines, l'opération « Force délibérée » a bombardé les positions serbes. Puis, après la défaite militaire des Serbes, les États-Unis ont organisé un accord de paix à Dayton, dans l'Ohio, sur une base de l'armée de l'air, afin d'afficher la puissance américaine, y compris pendant les négociations de paix. Des gens assistaient à cet accord de paix. J'ai lu les mémoires de Carl Bildt, l'ancien Premier ministre suédois, qui était présent. Il a noté que les Européens avaient été invités à assister aux négociations, mais seulement en observateurs. Ils n'étaient autorisés à jouer absolument aucun rôle. Et il a raconté que, vous savez, ils avaient organisé un grand dîner sous l'aile d'un gigantesque bombardier.

Très bien. Il s'agissait simplement de mettre en avant la puissance militaire américaine. Cela semblait être le but de tout ça. Et finalement, ils ont réglé le conflit. Mais les accords de Dayton étaient remarquablement similaires, presque identiques, à certains accords proposés par les Européens. Très bien. L'élément essentiel, c'était de faire en sorte que la guerre ne s'arrête pas

avant que les Américains ne disent qu'elle s'arrêtait. Les Européens ne devaient pas en tirer le mérite. Et surtout, l'OTAN devait être créditée pour une campagne de bombardements. C'était la première fois, dans son histoire, que l'OTAN était utilisée au combat de manière organisée. C'était donc un excellent moyen de démontrer l'importance de l'OTAN. Beaucoup de gens n'avaient aucune idée de l'utilité de l'OTAN.

Très bien. Rien de tel qu'une victoire militaire pour justifier une institution comme l'OTAN. Puis est venue la guerre au Kosovo, et l'Europe a de nouveau fait un effort. Il y avait une guerre civile au Kosovo, une guerre civile très complexe entre la majorité albanaise et la minorité serbe, alors gouvernée par la République de Serbie. Et les Européens ont de nouveau essayé de régler le conflit, qui était alors d'une intensité très faible. Au départ, c'était un conflit de faible intensité. Je crois que le nombre total de morts, civils et militaires des deux côtés, n'était que de deux mille. Ils ont réuni les deux parties au château de Rambouillet, près de Paris, et ont tenté de... Ils étaient sur le point de parvenir à un accord. Enfin, on était vraiment tout près d'un accord final. Et puis les Américains sont intervenus et l'ont torpillé, une fois de plus. Les Américains sont intervenus et l'ont torpillé.

Les circonstances dans lesquelles cela a été torpillé, je vais devoir les passer sous silence, parce que c'est tout simplement trop compliqué. Mais les Américains l'ont clairement torpillé, une fois de plus. Et l'idée était de s'assurer qu'il n'y aurait pas de solution européenne à ce problème. L'Europe serait considérée comme incompetente. Elle ne peut jamais rien faire sans l'aide des États-Unis. C'était le message diffusé. Et cela s'est évidemment terminé par une campagne de bombardements de l'OTAN qui a duré soixante-dix-huit jours. Puis les Serbes ont signé un accord remarquablement semblable à ceux que les Européens avaient proposés à Rambouillet. Voilà. Et encore une fois, le but était de veiller à ce que l'Europe n'obtienne pas le crédit que l'OTAN, elle, a obtenu. Je pense que c'était vraiment la fin de l'indépendance européenne. À mon sens, la grande énigme, c'est : comment l'Europe est-elle devenue si servile envers les États-Unis ? Incroyablement servile. Et, je dois le dire, honteusement servile.

Et la question... Je pense que la réponse, ce sont leurs échecs en Yougoslavie. Je crois que beaucoup d'Européens se sont dit : « Si nous n'avons pas pu y arriver en Bosnie et au Kosovo, alors peut-être devrions-nous simplement abandonner le projet européen d'indépendance. » Et si vous ne pouvez pas les battre, rejoignez-les. Devenez simplement des États vassaux des États-Unis, et voyez quelles miettes d'influence les Américains daigneront nous accorder. C'est essentiellement ce qui s'est passé par la suite. Je pense que cela a compté davantage, même davantage que la guerre contre le terrorisme, dans ce qui a convaincu l'Europe d'en finir avec l'idée d'une Europe véritablement indépendante. Fait remarquable, même la France, qui avait une longue et remarquable tradition d'indépendance vis-à-vis des États-Unis, a complètement abandonné cette position et a fini par réintégrer le commandement militaire intégré de l'OTAN. D'accord.

Et pourtant, le complexe militaro-industriel américain était mécontent, parce que les dépenses militaires n'avaient pas vraiment augmenté. Elles étaient restées gelées à un niveau très proche de celui de la guerre froide. Or, ils avaient l'habitude de penser que, à mesure que l'économie grandit,

que le PIB augmente, les dépenses militaires augmentent aussi. Mais les dépenses militaires n'ont pas augmenté. Elles sont restées stables. Elles étaient ajustées à l'inflation, mais, en termes réels, elles restaient stables. Cela a suscité un véritable mécontentement au sein du complexe militaro-industriel. Deux nouveaux groupes de pression ont donc été créés. L'un d'eux s'appelait le Projet pour un nouveau siècle américain. Il avançait de grandes propositions : augmenter massivement les dépenses militaires des États-Unis et s'appuyer sur les dernières avancées en microélectronique et en robotique pour produire ce qu'ils appelaient une révolution dans les affaires militaires. D'accord.

Et aussi un élargissement du rôle des États-Unis à l'échelle mondiale. Il ne s'agissait pas seulement de maintenir les bases américaines, mais de les étendre à des régions, surtout dans le golfe Persique, où leur présence avait traditionnellement été faible. À cette époque, pour diverses raisons, les États-Unis n'avaient pas beaucoup de bases à l'intérieur du golfe Persique. Ils ont donc appelé à la création de nouvelles bases américaines dans cette région. Et ils reconnaissaient que l'opinion publique pouvait poser problème, parce qu'elle n'adhérait pas à cette idée. Ils ont parlé de ce qu'ils appelaient un « moment Pearl Harbor ». Selon eux, il fallait un moment Pearl Harbor, quelque chose de si choquant que l'opinion publique finirait par les suivre. Au passage, l'idée du « moment Pearl Harbor » est une idée néoconservatrice.

Je voyais sans cesse, en privé, dans les archives des années soixante-dix, que, pour augmenter les dépenses militaires, il faut un moment à la Pearl Harbor, un événement monté de toutes pièces. Personnellement, je ne pense pas que Pearl Harbor ait été monté de toutes pièces. Mais ce fut certainement un événement choc, qui a fait entrer l'opinion publique américaine dans la Seconde Guerre mondiale. Cela ne fait aucun doute. Et il nous faut un événement comme Pearl Harbor. Inutile de préciser... enfin, j'y reviendrai dans un instant. Un autre groupe de pression était le Comité pour l'élargissement de l'OTAN. Ces deux groupes, soit dit en passant, étaient largement financés par les fabricants d'armes militaires. Et le Comité pour l'élargissement de l'OTAN faisait pression en faveur de l'élargissement de l'OTAN. Les États-Unis avaient convenu avec l'Union soviétique, comme vous le savez probablement tous ici, de ne pas étendre l'OTAN d'un seul pouce vers l'est.

Mais je pense que l'attitude à la Maison-Blanche sous Clinton, telle que l'a révélée William Perry, l'ancien secrétaire à la Défense, était la suivante : la Russie est une puissance de troisième rang. Qu'est-ce qu'on en a à faire de ce qu'ils pensent ? Ou, pour le dire peut-être plus crûment : les Russes sont une bande de perdants, et nous n'avons pas à respecter des accords avec des perdants. Je pense que c'était très largement l'attitude qui prévalait à la Maison-Blanche sous Clinton. Et donc, sous la pression de ce lobbying, la Maison-Blanche de Clinton a accepté d'élargir l'OTAN, d'abord à la République tchèque, à la Pologne et à la Hongrie, puis plus largement à la plupart des anciens États communistes d'Europe de l'Est, y compris, bien sûr, les États baltes, plus tard, en deux mille trois. Il y a eu, bien sûr, plusieurs vagues d'élargissement de l'OTAN.

La première, c'était en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf. Et c'était le résultat du Comité pour l'élargissement de l'OTAN, dans des proportions considérables. Inutile de préciser, bien sûr, que le moment « Pearl Harbor » a été fourni par les attentats terroristes du onze septembre contre le

World Trade Center et le Pentagone. Cela dit, je ne pense pas que la Maison-Blanche de George Bush ait eu quoi que ce soit à voir avec ces attentats. Je pense qu'ils ont eu de la chance. Mais parfois, dans la vie, on a de la chance. Et il ne fait aucun doute qu'ils s'en sont servis de la manière la plus cynique possible pour justifier des hausses massives des dépenses militaires et la mise en œuvre du plan du Projet pour un nouveau siècle américain.

De nombreuses personnes, dont Wolfowitz, qui avaient participé à la rédaction des rapports du Projet pour un nouveau siècle américain, ont été placées au ministère de la Défense. Ce n'est donc pas un hasard si le plan exposé à l'avance par le Projet pour un nouveau siècle américain a été mis en œuvre. Mais je pense que la guerre contre le terrorisme ne suffisait pas non plus. C'était insuffisant, parce que, même si elle justifiait les dépenses militaires, elle a mobilisé l'opinion publique. Le problème, c'est que, s'agissant d'Al-Qaïda, on parle d'un groupe disparate, très réduit, composé de personnes armées d'armes légères. D'ailleurs, comme nous le savons tous, les pirates de l'air du onze septembre avaient des cutters. Ils n'avaient pas d'armes lourdes.

Et l'Amérique possède tout cet équipement lourd, conçu pour faire face aux grandes puissances. Une autre remarque amusante : j'avais un ami, lui aussi universitaire, qui vivait à San Diego. San Diego, pour ceux qui ne le savent pas, c'est la principale base de la flotte américaine du Pacifique, la plus grande flotte au monde. Il plaisantait à ce sujet. Je l'ai appelé après le onze septembre, et nous en avons parlé. Il m'a dit qu'il se demandait si la flotte américaine du Pacifique allait maintenant prendre la mer pour affronter les porte-avions d'Al-Qaïda et couler ses sous-marins. Bon, c'était évidemment une remarque ironique. Al-Qaïda n'a ni porte-avions ni sous-marins. Le problème, c'est : que faire d'un équipement naval conçu pour ce genre de situation ? Al-Qaïda n'était pas à la hauteur.

D'accord. Al-Qaïda ne suffisait pas. Il fallait quelque chose de plus. Et je pense que c'est ce qui nous a conduits à la guerre avec la Chine et à la guerre avec la Russie. Parce qu'après tout, on peut utiliser des porte-avions, des sous-marins et des équipements lourds contre ces puissances. Ce sont des adversaires crédibles, d'accord ? Ils justifient pleinement le budget militaire, d'accord ? Donc, je pense que, vous savez, de mon point de vue, si l'on se demande comment nous en sommes arrivés là, la réponse est que les gens en position de pouvoir le voulaient ainsi. Et ils l'ont dit. Ils l'ont dit publiquement, et ils l'ont dit en privé. C'est ma principale conclusion. La dernière question que je vais poser, puisque c'est un sujet assez déprimant, et que nous parlons ici de choses comme la possibilité d'une guerre nucléaire... C'est une possibilité très réelle, je le précise.

La question, c'est : y a-t-il une issue à tout cela ? Et j'ai quand même un peu d'espoir en l'opinion publique. Il faut se rappeler que, parfois, l'opinion publique tape du poing sur la table et dit non. Elle l'a fait pendant la guerre du Vietnam. Vous savez, le gouvernement dispose de toutes sortes de moyens pour fabriquer le consentement, comme on l'a dit. Il contrôle l'information. Il contrôle la propagande. Il est prêt à mentir ouvertement. Il le fait tout le temps. Et au Vietnam, il l'a fait aussi. Cela a marché jusqu'à un certain point, jusqu'aux environs de mille neuf cent soixante-huit, lorsque la guerre allait manifestement très mal. L'opinion publique s'est alors radicalement retournée contre

la guerre et, finalement, a contraint les États-Unis à se retirer du Vietnam, même si cela représentait une humiliation et une défaite pour les États-Unis.

Le public a simplement exigé qu'on n'accepte plus ça. Et le gouvernement a été contraint par la population, d'accord, de se retirer du Vietnam. J'espère que nous arrivons à ce point-ci, concernant les guerres au Moyen-Orient et en Ukraine. Pas seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe, je dois le dire. La situation est différente. Une différence très nette, bien sûr, c'est la conscription. Aux États-Unis, il y avait la conscription pendant la guerre du Vietnam. En théorie, du moins, deux ans pour tous les hommes. Il y avait beaucoup de façons d'y échapper, mais malgré tout, pour beaucoup d'hommes, c'était deux ans. Et c'était sans doute l'une des raisons de l'opposition à la guerre. Nous n'avons plus cela aujourd'hui.

Mais aux États-Unis — enfin, pas aux États-Unis, du moins dans la plupart des pays d'Europe —, ce que nous avons, c'est une baisse du niveau de vie. Il ne fait aucun doute qu'il y a une dégradation importante du niveau de vie aux États-Unis, et plus encore en Europe. Et cela est directement, et de toute évidence, imputable aux guerres en cours. La question est donc la suivante : combien de temps encore le public acceptera-t-il l'austérité au nom de la guerre ? Combien de temps encore acceptera-t-il les contrevérités évidentes propagées par les élites de la politique étrangère ? Je pense que la fin de ce projet approche. Du moins, je l'espère. Merci.

#Pascal

Merci. Merci beaucoup, David. Et sur ce, je vais donner la parole à la salle. Oui, alors d'abord Michael Ricci, au fond, puis...

#Speaker 1

Bonjour, merci. C'était une intervention vraiment, vraiment intéressante. Je suis content que vous ayez parlé de l'Irak, et que vous ne pensiez pas que le but de la guerre en Irak était le pétrole, mais plutôt d'étendre l'hégémonie américaine. C'est aussi ce que j'ai toujours pensé : les États-Unis essayaient simplement de dire au monde entier : regardez ce que nous pouvons faire. Même dans les guerres que nous perdons, comme en Irak ou au Vietnam, nous détruisons quand même vos pays au passage. C'est une manière de dire au monde : alignez-vous sur nous. Laissez-nous installer nos bases dans votre pays, sinon vous en subirez les conséquences. Or, beaucoup de chercheurs ont consacré énormément d'efforts et de travaux à affirmer que le onze septembre était une opération sous faux drapeau destinée à justifier la guerre en Irak. Mais j'ai toujours pensé qu'ils n'avaient pas besoin d'une opération sous faux drapeau pour envahir l'Irak. Je pense qu'ils l'auraient fait de toute façon. Je me demande simplement si vous êtes d'accord avec ça. Pensez-vous que la guerre en Irak aurait eu lieu même si le onze septembre n'avait pas eu lieu ?

#David Gibbs

Je pense qu'ils ont besoin d'une justification. Il faut toujours une justification pour faire la guerre. Et encore une fois, dans une démocratie, il faut rallier l'opinion publique. Le problème que j'ai avec l'idée d'une opération sous faux drapeau, l'idée que l'administration Bush l'aurait orchestrée, c'est le suivant : il y a eu une attaque contre le Pentagone. Un général trois étoiles a été tué. Deux des figures clés qui auraient été impliquées au plus haut niveau de l'administration Bush étaient Paul Wolfowitz, que j'ai mentionné, et Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense. Ils étaient tous les deux au Pentagone ce jour-là. Je doute qu'ils aient été prêts à se suicider pour ce projet. Cela me paraît peu probable.

Donc, il me paraît improbable qu'il s'agissait d'une quelconque opération sous faux drapeau, ou d'une mise en scène. Je pense qu'ils ont eu de la chance. Oui, ils ont eu de la chance. Je pense que, vous savez, concernant la question de la guerre pour le pétrole, le problème, c'est qu'après cette guerre, je n'ai constaté aucune restructuration spectaculaire de l'économie politique internationale du pétrole. D'accord ? Ni après la deuxième... enfin, la deuxième guerre du Golfe. Même là, on ne l'a pas vue. Et ce à quoi je me serais attendu — et c'est ce à quoi je m'attendais à l'époque — c'est que, vous voyez, le pétrole, comme beaucoup de ressources naturelles, avait pour l'essentiel été nationalisé et repris en main par les gouvernements. Les compagnies pétrolières continuaient certes à très bien s'en sortir en commercialisant le pétrole et en en contrôlant l'accès.

Les profits n'ont pas vraiment tant souffert que ça. Mais je pense qu'ils regrettaient l'époque des années mille neuf cent cinquante, où ils pouvaient parcourir le monde en imposant leurs conditions pour extraire le pétrole, et en posséder directement eux-mêmes. Et je pense qu'ils voulaient rétablir cela. J'ai donc supposé que ça arriverait. Mais ce n'est pas arrivé. Et quand ça ne s'est pas produit, je me suis dit que ce n'était peut-être pas, finalement, une guerre pour le pétrole. Peut-être que c'était autre chose. Je pense que cet autre chose, c'était une démonstration de l'hégémonie des États-Unis. Du moins, c'est la meilleure interprétation que je puisse en faire. Je suis ouvert à d'autres interprétations ou à d'autres éléments de preuve. Mais au vu des éléments que j'ai vus, non, je ne pense pas que c'était une guerre pour le pétrole.

#Speaker 1

Donc, vous pensez que la guerre en Irak aurait eu lieu si les attentats du onze septembre n'avaient pas eu lieu ?

#David Gibbs

Je pense qu'ils avaient besoin d'un prétexte. Je ne pense pas qu'ils auraient pu le faire sans prétexte. Il leur aurait fallu une justification. Peut-être qu'ils en auraient trouvé une autre.

#Speaker 2

Je pense que le meilleur argument contre l'idée que le onze septembre ait été une opération sous faux pavillon, c'est probablement que cela aurait exigé que l'administration Bush soit extrêmement compétente dans quelque chose. Mais le point que j'aimerais soulever, c'est le suivant : vous avez beaucoup parlé de cette obsession, qui dure depuis des décennies, pour un « moment Pearl Harbor ». C'est, en quelque sorte, vous savez, le moyen de rallier les gens à un projet auquel ils n'adhéreraient pas autrement. Parce qu'en politique étrangère américaine, on utilise constamment un terme d'épouvantail : « l'isolationnisme ». Une chose qui, historiquement, n'a sans doute jamais vraiment existé, et qui est surtout une interprétation de nombreux commentaires publics de l'entre-deux-guerres.

Et ce qui m'intéresse vraiment, c'est que l'opinion publique américaine était très, très belliqueuse pendant la guerre hispano-américaine et, à bien des égards, pendant la Première Guerre mondiale. Mais ce qu'on a appelé le moment isolationniste, c'était en réalité une réaction à la Première Guerre mondiale : au fait qu'on leur avait menti, et à la pire répression des libertés civiles jamais connue — probablement, peut-être même encore aujourd'hui — sous l'administration Wilson. On s'en est pris à Fighting Bob La Follette. Eugene Debs a été emprisonné. Et tout cela, vous savez, a vraiment détourné les gens de cette espèce de croisade mondiale, enfin, peu importe comment on l'appelle. Et quand la Seconde Guerre mondiale est arrivée jusqu'aux États-Unis, avec Pearl Harbor, notre récit national, du moins il me semble, a été que tout le monde s'était uni. Que tout le monde était d'accord. Vous savez : c'était notre grande croisade pour la démocratie.

Mais quand on regarde vraiment les sources historiques — et vous êtes professeur d'histoire, donc ce que j'aimerais vous entendre dire, ce sont les documents que vous avez trouvés à ce sujet — moi, j'ai rencontré de nombreuses sources qui disent que l'opinion publique était bien moins belliqueuse et bien plus sombre face à la Seconde Guerre mondiale qu'elle ne l'avait été face à la Première. Les gens avaient en quelque sorte été échaudés par cette guerre immense, immense. Il y a eu beaucoup d'évitement de la conscription, davantage que pendant la Première Guerre mondiale. Il y avait beaucoup de méfiance. La grande théorie, à l'époque, c'était que les Britanniques avaient tout orchestré pour entraîner les États-Unis dans le conflit. Alors, quelles sont les choses que vous avez trouvées qui montrent, disons... non pas que ce récit soit faux en soi, mais qu'il exagère la dimension noble du récit de la Seconde Guerre mondiale dans l'histoire de la politique étrangère américaine ?

#David Gibbs

Eh bien, je dirais que je m'en tiens à l'idée généralement admise selon laquelle la Seconde Guerre mondiale a été la dernière bonne guerre, dans un certain sens du terme. D'un autre côté, il ne fait aucun doute que l'opinion publique était très réticente à s'y engager, tandis que Roosevelt, lui, était clairement très désireux d'y entrer. À mon avis, il a eu de la chance avec Pearl Harbor. Il a obtenu le prétexte dont il avait besoin pour entrer en guerre. Mais il ne fait aucun doute que Roosevelt voulait s'engager dans la guerre. Cela montre très clairement que le public américain n'est pas impatient de

s'engager dans une guerre. Je pense qu'il faut souvent l'y entraîner de force, en le traînant, en quelque sorte, pendant qu'il proteste et qu'il crie. Et il lui faut un prétexte, et Pearl Harbor en était un excellent. Je pense vraiment que ce n'était pas, en réalité, quelque chose orchestré par les États-Unis. Je ne trouve pas cette thèse crédible. Perdre une flotte précise me semble être un acte délibéré peu probable, à mon avis. Mais oui, je pense que cela a été fortuit, dans la mesure où cela a donné à Roosevelt le prétexte dont il avait besoin.

#Speaker 3

Oui. Merci pour cette intervention absolument formidable. Je veux dire, c'est tellement riche, et l'analyse est tellement pertinente. Je voudrais simplement soulever quelques points, sans ordre particulier. D'abord, à propos de l'Otan. Vous savez, j'aime bien le récit que vous avez fait de l'affirmation européenne face aux États-Unis. Tout cela se tient, même si... Vous avez dit que l'Otan n'avait plus besoin d'exister après la fin de la guerre froide. Mais cela semble laisser entendre que l'Otan a été créée à cause de la guerre froide, alors que ce n'est pas le cas. Mais je pense que la véritable opposition à l'Otan, ce n'est pas le Pacte de Varsovie. Le Pacte de Varsovie n'a été créé que de nombreuses années plus tard, après l'adhésion de l'Allemagne à l'Otan. Le véritable équivalent, en fait, ce sont les Nations unies, n'est-ce pas ?

La création des Nations unies a fortement contrarié toutes les puissances impérialistes. Elles ne voulaient pas, vous savez, avoir à côtoyer les laissés-pour-compte du monde, et ainsi de suite. Et l'OTAN a été créée comme une alliance impérialiste contre l'ONU. Donc, le fait qu'elle ait perduré après la fin de la guerre froide n'a rien de surprenant. Même si je peux comprendre que cela ait encouragé les pays européens à essayer de s'affirmer et à se donner un rôle plus indépendant. C'est le premier point. Deuxièmement, la sortie de tout cela passe clairement par un changement de régime aux États-Unis. Mais la question, je ne pense pas que ce soit nécessairement, même, la guerre.

Je pense que le problème, c'est que, depuis presque cinquante ans — enfin, en gros depuis Reagan, voire un peu avant — les États-Unis sont devenus... le gouvernement américain est devenu, en substance, le serviteur des grandes puissances économiques. Et ils sont prêts à faire tout ce que ces gens veulent, même si cela peut mettre en danger les citoyens américains, comme le reste du monde. Cela veut dire continuer à disséminer les armes, refuser de s'engager dans la réduction des armes nucléaires, laisser les entreprises d'intelligence artificielle faire à peu près tout ce qu'elles veulent, et ainsi de suite. Donc je pense que c'est vraiment le point central, et que c'est peut-être là qu'il faudrait concentrer l'attention, parce que tout le reste n'est qu'un sous-produit de cette dévotion. Et la dévotion de Trump envers cette même classe lui coûte aujourd'hui le peu de soutien qu'il avait réussi à rassembler. J'aime beaucoup votre remarque sur le pétrole, et non sur ces guerres.

Tout le monde dit que Trump poursuit... qu'il a une grande stratégie pétrolière, et cetera, une stratégie énergétique. Non, ce type n'a aucune stratégie. Ça ne sert à rien de chercher une méthode

dans sa folie. C'est de la folie, mais ce n'est pas sa folie personnelle. Je ne doute pas qu'il soit personnellement fou, mais ce n'est pas sa folie personnelle. C'est la situation structurelle dans laquelle il se trouve. Pour gagner les élections, il doit promettre monts et merveilles aux gens ordinaires. Puis, une fois les élections gagnées, il ne doit rien leur donner. Et c'est là le contraste, parce que la classe capitaliste aux États-Unis est devenue tellement avide. Et quand je dis avide, je veux dire que c'est structurel. Encore une fois, ce n'est pas de l'avidité personnelle. Mais ils préfèrent accumuler l'argent pour s'offrir des virées dans l'espace plutôt que de laisser s'instaurer la moindre mesure de protection sociale. Oui.

Et peut-être un dernier point — enfin, plusieurs, encore une fois. Mais je pense qu'il faut prendre en considération l'économie politique de l'intervention américaine et, comme je dirais, l'économie politique et géopolitique de l'entrée des États-Unis dans les deux guerres mondiales. Lors des deux guerres mondiales, les États-Unis sont sortis de récession grâce aux guerres, en raison de l'énorme multiplication des commandes venues d'Europe. Et lorsque, pendant la Première Guerre mondiale, les entreprises privées et les banques privées n'ont plus été capables de financer ces exportations, c'est à ce moment-là que le gouvernement américain est entré en jeu. Donc, à mon avis, si nous oublions cet aspect, nous ne prenons pas en compte l'ensemble du tableau. J'ai un graphique, d'ailleurs. Je le mettrai peut-être dans ma présentation. Mais si vous regardez le taux de croissance des États-Unis depuis le milieu du dix-neuvième siècle environ, il y a deux grands pics. Je vous laisse deviner lesquels.

#David Gibbs

Très bien. Vous savez, il y a deux ou trois points à souligner. Vous avez tout à fait raison de vous concentrer sur la question, disons, des intérêts économiques. C'est un sujet qui m'intéresse depuis longtemps. Mais c'est difficile à cerner. Il y a une étude menée par trois économistes, publiée dans le *Quarterly Journal of Economics*, très quantitative par nature, qui s'est penchée sur les principales opérations clandestines de la CIA. Je crois qu'ils ont étudié l'Iran, le Guatemala, le Chili et le Congo. J'étais d'ailleurs en contact avec l'un des auteurs, parce que ma thèse portait sur le Congo. Ils ont examiné les grandes entreprises les plus touchées, ainsi que leurs cours en Bourse.

Ils ont effectué une analyse de séries temporelles et recherché les effets des interventions. Ils ont constaté que, dans chacun de ces cas, la valeur de ces entreprises avait connu une hausse massive, statistiquement très significative, dans les vingt-quatre heures suivant l'approbation de l'opération clandestine visant à renverser le régime. Cela signifie que les personnes qui prenaient la décision se livraient à d'importants délits d'initiés. Bon, soit dit en passant, c'est un crime fédéral aux États-Unis. Mais laissons cela de côté. On pourrait simplement dire, si l'on veut être un peu brutal, qu'il s'agit de corruption à l'ancienne, au sens littéral du terme. D'accord. Mais, selon eux, c'était systématique. Ce n'était pas un cas isolé. Il y en avait plusieurs, ce qui souligne bien ce fait.

Vous savez, je ne suis pas vraiment réaliste. Enfin, je respecte beaucoup de réalistes, des gens comme John Mearsheimer. Mais je pense qu'ils ont surtout tort de considérer que tout tourne autour

de la sécurité nationale. Quoi d'autre qu'ils aient pu avoir en tête dans cette pièce, lorsqu'ils ont lancé l'opération, la sécurité nationale n'était pas le seul élément. Une fois la décision prise, ils se sont précipités pour appeler leur courtier en Bourse et lui dire : « Achetez. » C'est ce que montrent les données. Bon. Je suppose que, sur la manière de considérer Donald Trump, sur le plan du style, il est extrêmement inhabituel. Voilà, disons-le comme ça. Je pense que c'est une affirmation juste. Sur le fond, je le vois davantage comme un président normal. Depuis mille neuf cent quarante-cinq, chaque président a dû avoir sa propre guerre, unique en son genre.

La seule exception, c'était Gerald Ford, qui n'est pas resté assez longtemps au pouvoir, je pense. Tous les autres présidents, y compris Carter, ont eu leur propre guerre, leur guerre personnelle, privée, d'accord ? Et chaque président ressent le besoin de faire ça, parce que les grands présidents sont ceux qui font, et soi-disant gagnent, des guerres. Je pense que c'est ça... Donc, que Trump entre en guerre contre l'Iran, ça ne me paraît pas du tout inhabituel sur le plan historique. Quant à votre remarque sur le rôle de l'OTAN, son rôle historique, tel que je le voyais pendant la guerre froide, la caractéristique la plus importante de l'OTAN, c'était en réalité le contrôle de l'Europe. En particulier du Parti communiste italien, du Parti communiste français, et des éléments de l'extrême gauche au sein du Parti travailliste.

Je pense que la meilleure façon de faire, c'était d'avoir des bases américaines sur leurs côtes, sur leur territoire. Et c'était le principal — du moins au départ — c'était, selon moi, l'objectif principal de l'OTAN : vaincre le Parti communiste italien et le Parti communiste français, qui étaient censés remporter les élections. D'ailleurs, quelque chose de très similaire s'est aussi produit au Japon, avec un peu plus de complexité. Je pense donc que c'était une alliance du Parti communiste avec une sorte de faction radicale du Parti socialiste, mais c'est une nuance. Donc, oui, je suis d'accord avec vos arguments sur ce point. Y avait-il une autre question ? Je ne me souviens plus. Ça suffit ? D'accord. D'accord.

#Speaker 4

Puis-je juste ajouter quelque chose à ce que disaient les autres ? J'ai trouvé que c'était un exposé extraordinairement instructif et très éclairant, Indy. Merci, Indy. J'ai une question très précise. Lorsque des responsables américains, des commentateurs et ce genre de personnes défendent toutes ces différentes politiques, ils ne les défendent pas de cette manière, disons, presque cynique. Vous savez : « Nous voulons augmenter les dépenses de défense. Nous voulons maintenir l'OTAN. Nous voulons faire toutes ces choses. » Ils avancent toutes sortes d'arguments sur l'élargissement de la démocratie, la protection de la liberté, la promotion de la démocratie, tout cela.

Et il n'y a pas de bataille entre des idéologies très cohérentes. Mais il y a une sorte de cadre idéologique derrière tout cela. Et je pense que c'est un cadre idéologique auquel les Européens ont adhéré, et qui a contribué à cimenter tout ce processus. Il a aussi joué un rôle important pour renforcer la discipline du bloc. D'ailleurs, pour revenir à ce que vous disiez sur l'Europe qui s'affirmait dans les années quatre-vingt-dix, je pense que cela a toujours été un élément important à prendre

en compte. Mais la question que je veux poser est la suivante : est-ce qu'ils croient vraiment à tout ça ? Je veux dire, quand ils parlent de cette manière, est-ce qu'ils sont simplement complètement cyniques ?

Ou bien est-ce qu'en même temps, ils se disent vraiment, à eux-mêmes et entre eux, que, vous savez, tout cela fait effectivement partie d'une cause plus grande, meilleure, plus noble ? Ma femme est universitaire, spécialiste de littérature. Et elle me répète sans cesse que les gens peuvent vraiment croire, vraiment penser de deux façons à la fois. Ils peuvent croire à leur propre idéologie, tout en étant très cyniques, pragmatiques, égoïstes et centrés sur eux-mêmes dans ce qu'ils font. Mais je voulais simplement savoir ce que vous en pensez, après avoir lu tous ces documents internes et tout ce qu'ils écrivent, et avec peut-être une meilleure compréhension de leur façon de penser que ceux d'entre nous qui ne les ont pas lus. Merci.

#David Gibbs

Oui, je suppose que, concernant certaines justifications altruistes, c'est vraiment en Yougoslavie que cela a pleinement pris son essor, je dirais. C'est à ce moment-là que l'expression « intervention humanitaire » s'est largement répandue. C'est devenu toute une industrie dans le monde universitaire. Il y a toutes sortes de gens, de revues, et cetera, qui se consacrent à l'intervention humanitaire, en adhérant complètement à cette idée. Si vous employez l'expression « intervention humanitaire », alors vous avez forcément des motivations humanitaires. Pour l'essentiel, c'est accepté sans le moindre esprit critique, et rarement remis en question. Là encore, cela vient de la Yougoslavie. Le fait de saper les négociations de paix, c'était humanitaire, parce qu'on ne négocie pas avec des gens malfaisants.

On les vainc militairement. Négocier avec eux, c'est faire preuve de compromission morale et manquer de courage moral. Une personne vraiment morale les vainc. C'était le discours qu'on vous servait en Yougoslavie. On ne peut pas négocier avec Milosevic. Même si cela signifie que des dizaines de milliers de personnes supplémentaires doivent mourir, il faut d'abord le vaincre. Ensuite, après l'avoir vaincu, on peut imposer une solution. C'est essentiellement ce qui a été fait. Et on pourrait dire que c'est une stratégie très cruelle, parce qu'elle prolonge les guerres. Elle signifie qu'on ne peut pas négocier, ni empêcher les guerres par la négociation. Mais c'était cette logique-là. Et elle a eu une influence particulièrement forte, une influence décisive, sur la gauche politique, dont je suis issu.

Et l'idée s'est imposée à gauche : on n'est plus contre l'intervention, si c'est une intervention humanitaire, si elle se donne une tonalité morale, donneuse de leçons. La transformation la plus extraordinaire, ça a été celle des Verts allemands. Ils étaient au départ pacifistes, et ils sont devenus l'un des partis les plus pro-guerre d'Europe. Et cela s'est fait sous l'impulsion, pourrait-on dire, de Joschka Fischer, qui était ministre des Affaires étrangères pendant la guerre du Kosovo. En mille

neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, il a défendu la participation de l'Allemagne à la guerre contre les Serbes avec une rhétorique très moralisatrice, très sûre de son bon droit. Ça a été un véritable tournant en Allemagne.

Je pense que c'était emblématique d'un tournant, à gauche, partout en Europe et aux États-Unis. Car la gauche américaine, dans sa grande majorité, soutient la guerre contre les Russes. Elle ne la critique pas. J'ai eu beaucoup de disputes avec mes amis à ce sujet, y compris sur l'Iran. L'Iran, je pense, est perçu un peu différemment, parce que la dimension israélienne suscite de très vives critiques envers Israël, pour diverses raisons, et je pense à juste titre. Mais même sur l'Iran, il y a eu des discussions. La New Left Review avait une publication sœur appelée Sidecar, dans laquelle on parlait des merveilleux efforts visant à renverser le régime iranien. Pas une seule mention du rôle du Mossad, du MI six ou de la CIA. Pas une seule mention. Comme s'ils n'avaient rien eu à voir là-dedans, ce qui est faux.

Cela souligne que même en Iran, l'opposition à cela est, au mieux, tiède. Au mieux, tiède. Pour répondre à votre deuxième question, cela a vraiment été une force de mobilisation considérable. Cela a signifié que l'un des principaux opposants idéologiques à l'interventionnisme pendant la guerre froide — à savoir la gauche politique en Europe et aux États-Unis — a tout simplement été complètement écarté du tableau. Et dans la mesure où il existait un sentiment antiguerre, il s'est en fait déplacé vers la droite : la droite libertarienne et la droite populiste. Et, vous savez, des gens comme, par exemple, Tucker Carlson, ou Antiwar.com, que je lis tous les jours et pour lequel j'ai écrit... Ils sont pour la plupart libertariens, parce qu'il y a tout simplement un vide ici, et la droite est en train de le combler. Pour revenir à votre deuxième question : est-ce que les gens disent cela de manière cynique, ou est-ce qu'ils y croient vraiment ?

Ce que j'en comprends le mieux, c'est qu'au départ, ils emploient ces formules de manière cynique. Mais ensuite, ils les répètent tellement de fois qu'ils finissent par y croire eux-mêmes. Et je pense que c'est là où nous en sommes, disons, avec les responsables européens qui parlent de la menace russe. Au début, je pense que c'était très cynique. Mais encore une fois, ils le répètent suffisamment, et donc il doit forcément y avoir une menace russe. Comme on le voit si souvent, les Russes vont attaquer d'un moment à l'autre. Tout ce qui se passe de mal en Europe et en Amérique — l'élection de Donald Trump, le Brexit, tout — serait dû aux Russes. Si vous le répétez assez souvent, vous finirez par y croire vous-même. Et je pense que c'est exactement ce qui se passe ici. C'est ce que je peux en comprendre de mieux. Oui, j'ai une question.

#Speaker 5

Merci beaucoup pour cette présentation. Elle est vraiment très instructive, et j'y ai beaucoup appris. Je suis aussi très heureux que vous ayez évoqué l'importance de la guerre en Yougoslavie, parce que — je viens de Chine — c'est également un moment très important, qui a marqué les relations entre la Chine et les États-Unis. Comme nous le savons, pendant cette guerre, les États-Unis ont qualifié de bombardement accidentel l'attaque contre l'ambassade chinoise en Yougoslavie. Mais, en

Chine, encore aujourd'hui, nous n'y croyons pas. Nous ne croyons pas que ce soit un accident. Nous avons tendance à penser qu'il y avait une intention derrière, quelle qu'elle ait pu être. Et puis, deux ans plus tard, il y a eu cette collision aérienne au-dessus de la mer de Chine méridionale : un avion américain, qui cherchait en substance à pénétrer dans le territoire chinois, est entré en collision avec un autre avion chinois.

Et du point de vue chinois, nous voyons ces deux événements comme étroitement liés. Ils montrent que, dès le début des années deux mille, les États-Unis avaient déjà ce genre d'idées : « Hé, est-ce qu'on peut essayer de provoquer quelque chose avec les Chinois ? » Et la stratégie chinoise, à cette époque, c'était essentiellement d'encaisser la douleur et de faire comme si cela n'était jamais arrivé, parce que nous avons besoin de davantage de temps pour nous préparer. L'administration de Jiang Zemin a donc décidé d'être très conciliante sur ces questions, afin de se préparer, comme nous le faisons aujourd'hui. Mais le problème, du point de vue chinois, c'est qu'il y a une inquiétude particulière concernant le mouvement pour la paix aux États-Unis. Nous avons remarqué que le grand public américain a tendance à être très favorable à la guerre lorsque celle-ci vise de grandes puissances.

Disons que vous avez très bien réussi pendant la Seconde Guerre mondiale et la Première Guerre mondiale. Et même pendant la guerre de Corée, quand les Chinois ont, disons, repoussé l'armée américaine depuis le fleuve Yalou jusqu'au trenteième parallèle, il n'y a pas eu de mouvement anti-guerre aussi massif aux États-Unis, même si la guerre ne se déroulait pas très bien. Le seul cas où l'on voit l'opinion publique américaine très opposée à la guerre, et faire réellement pression sur le gouvernement pour qu'il y mette fin, c'est le Vietnam. Or, dans ce cas-là, les États-Unis ont envahi un très petit pays et ont échoué. Il semble donc qu'il faille réunir deux conditions pour déclencher un mouvement anti-guerre aux États-Unis. Premièrement, il faut qu'ils envahissent un petit pays. Deuxièmement, cette invasion doit échouer.

#David Gibbs

Pardon, quel est le deuxième point ?

#Speaker 5

La deuxième chose, c'est que cette invasion doit échouer. Militairement, on ne peut pas vaincre le Vietnam. Donc, il y aura un mouvement contre la guerre dans la société. Et cela préoccupe beaucoup les Chinois, parce que nous ne sommes pas un petit pays. Nous avons vraiment peur que, si quelque chose se produit, si nous entrons réellement en conflit, y ait-il une possibilité de voir émerger un mouvement contre la guerre ? C'est aussi pour cela que les manifestations actuelles contre l'invasion américaine — contre le soutien des États-Unis au génocide israélien en Palestine — ont été très éclairantes pour les Chinois. Mais cela s'inscrit aussi, en quelque sorte, dans cette logique.

Parce que c'est comme si les États-Unis et Israël combattaient la Palestine, qui a une petite population, et que vous échouiez parce que vous n'arrivez pas à détruire Gaza. Et puis les gens ont commencé à s'exprimer contre cette guerre. Et c'est la même chose avec l'Iran, après la guerre. C'est comme si vous tuiez Khamenei, mais que vous n'arriviez pas à neutraliser l'Iran. Donc il y a davantage de réflexion rétrospective. Mais concernant, disons, la guerre entre la Russie et l'Ukraine, par exemple, il n'y a même pas eu beaucoup de réflexion a posteriori sur la possibilité de négocier, ou sur ce genre de choses. Et je pense que c'est la plus grande préoccupation des Chinois. J'aimerais vous demander votre avis sur cette question. Merci.

#David Gibbs

D'accord, à ce sujet... je vais faire deux remarques. La première, c'est que le Vietnam est évidemment le principal exemple d'une opinion publique qui exige la fin de la guerre et qui a un impact. Mais il y en a un autre : la Corée. Évidemment, la Corée était différente, parce que cela s'est passé au plus fort de la période du maccarthysme. Et, pour remettre un peu les choses dans leur contexte, la gauche américaine, au sens strict du terme, était à son apogée en mille neuf cent quarante-cinq. Elle avait une influence considérable. Et je pense qu'une partie de ce qui se jouait là, c'était un prétexte pour écraser la gauche. Ce qu'ils ont fait, de façon complète et totale. À tel point que les gens ont été très intimidés par ce qui s'est passé. Je crois qu'environ dix mille personnes ont perdu leur emploi.

D'accord. En conséquence, la meilleure façon de voir les choses, je pense, c'est de parler d'une purge. Ce fut une purge, à grande échelle, dans la société américaine comme parmi les élites, contre ceux qui n'adhéraient pas à l'idée d'une guerre froide et qui voulaient poursuivre l'alliance avec l'Union soviétique, forgée pendant la Seconde Guerre mondiale. Très bien. Mais même à ce moment-là, la pression était immense pour mettre fin à la guerre de Corée, qui était devenue une impasse dès mille neuf cent cinquante et un. Et le président Truman a atteint, je pense, le niveau de popularité le plus bas de tous les présidents du vingtième siècle. D'après les sondages d'opinion, il ne s'est pas représenté, bien qu'il en ait eu constitutionnellement le droit.

Et il a été remplacé par Eisenhower, qui a rapidement mis fin aux combats. Cela n'a pas vraiment apporté... Il n'y a pas eu de traité de paix, mais les combats ont cessé. Il y a eu un cessez-le-feu. Et je pense que c'était largement dû au fait que l'opinion publique l'exigeait. Il a été élu sur la promesse de mettre fin à la guerre de Corée, et c'est ce qu'il a fait. Je pense donc que l'opinion publique trouve le moyen de s'affirmer, même au milieu de la répression massive qui a eu lieu durant cette période, même dans ce contexte-là. Et j'imagine que, vous savez, l'élément central ici, à mes yeux, encore une fois, ce sont les conditions de vie. Le public a tendance à... enfin, le public a tendance à se rallier au drapeau quand le président part en guerre.

Traditionnellement, au début, l'opinion publique le soutient très largement — ou plutôt, elle n'a jamais soutenu une présidente. L'opinion publique soutient très largement le président, parce que c'est ce qu'il est patriotique de faire. Puis ce soutien s'érode, à mesure que la guerre s'éternise. Eh

bien, ce qui est très frappant dans la guerre en Iran, c'est que c'est la première fois depuis mille neuf cent quarante-cinq — peut-être même dans toute l'Histoire —, en tout cas depuis mille neuf cent quarante-cinq, qu'un président déclenche une guerre sans bénéficier, dès le départ, du soutien de la majorité. Dès le départ, la majorité de l'opinion publique ne soutenait pas la guerre. Cela n'était jamais arrivé auparavant. Et le soutien n'a cessé de baisser, de baisser, de baisser, à mesure que la guerre tournait de plus en plus mal pour les États-Unis.

Et donc, je pense que c'est un très bon signe. Cela indique que nous arrivons peut-être au bout du chemin en ce qui concerne le projet interventionniste. À l'avenir, il pourrait être très difficile pour les États-Unis de provoquer des guerres avec d'autres pays, qu'il s'agisse d'un grand pays comme la Chine ou de pays plus petits, ailleurs dans le monde. Tout simplement parce que l'opinion publique pourrait ne plus l'accepter. Et je pense que la guerre contre l'Iran a peut-être créé un précédent. Les présidents devront y réfléchir à deux fois avant de chercher la gloire d'une victoire militaire, parce que cela pourrait très mal tourner dès le départ. Là encore, j'y vois une source d'espoir.

#Pascal

Et nous n'avons pas le temps de poser de vraies questions. Mais Agogo et Everest, faites un bref commentaire, s'il vous plaît. Ensuite, nous aurons une pause de trois minutes.

#Speaker 6

Merci, Navid. Vous avez dit — peut-être que je vous ai mal entendu — quelque chose comme : les pays entrent en guerre parce que leur mode de vie est menacé. Je ne sais pas si c'est bien ce que vous avez dit. C'est ce que j'ai dit. Oui. Et est-ce que cela exclut les guerres de prédation, surtout quand on parle de pays comme les États-Unis ? Je vais simplement passer rapidement aux autres points, parce que je ne pense pas que cela couvre les guerres de prédation.

#David Gibbs

Eh bien, je pense que je le vois comme ça : si vous avez l'habitude de mener des guerres de prédation, n'est-ce pas, vous voulez les continuer. C'est votre mode de vie. D'accord ?

#Speaker 6

Oui.

#David Gibbs

D'accord. C'est ce que nous avons ici.

#Speaker 6

À moins que vous ne disiez cela.

#David Gibbs

Oui, je ne conteste pas les guerres de prédation. Oui, c'est simplement un mode de vie. C'était un mode de vie pour la politique étrangère américaine, pour les classes dirigeantes aux États-Unis. Oui.

#Speaker 6

Mais là, c'est un plaidoyer fondé sur l'idée que notre mode de vie est menacé. — Oui. — Oui, c'est une mise en scène. C'est ce que je veux dire. — Oui. Et puis, vous avez parlé... Je m'intéresse à vos remarques sur la manière dont l'Europe est devenue servile. Vous avez retracé cela, vous avez beaucoup parlé de la Yougoslavie. Est-ce qu'on oublie mille neuf cent quarante-quatre, mille neuf cent quarante-cinq ? L'Europe a perdu la guerre. D'une certaine manière, elle a été reconstruite par l'Amérique. Ensuite, il y a eu Bretton Woods. N'est-ce pas à ce moment-là qu'elle est devenue servile ? Et enfin, très bien. La question de savoir s'il y a eu un onze septembre, une opération sous faux drapeau... Je comprends parfaitement qu'il soit difficile d'arriver à une conclusion définitive là-dessus. Mais si l'on suit l'histoire même que vous avez présentée, y compris dans votre propre exposé, est-il vraiment si invraisemblable qu'un pays dont le mode de vie consiste à faire la guerre ne le fasse pas ? Peut-on vraiment répondre non, de façon catégorique, si c'est devenu son mode de vie depuis environ un siècle ? Très bien, merci.

#Pascal

Et un dernier commentaire.

#David Gibbs

La procédure... vous préférez que je fasse simplement un geste de la main et que je parle, puis je veux répondre. Très bien. Très bien.

#Speaker 7

Début septembre deux mille vingt et un, il y a eu une réunion informelle des Affaires étrangères en Slovaquie. C'était le lendemain du retrait des États-Unis d'Afghanistan. Les ministres étaient sous le choc, parce qu'ils n'avaient même pas été informés que ce retrait allait avoir lieu. Ils n'avaient pas été consultés. Ils n'avaient même pas été informés. Ils l'ont appris par les médias. Deuxièmement, j'ai participé — je ne sais pas pourquoi ils m'avaient invité — à une réunion très confidentielle de l'OTAN, à Istanbul. Un sociologue militaire y a présenté les plus grands problèmes auxquels ils sont confrontés en Europe. Le premier est démographique : il n'y a pas assez de jeunes à recruter. Le deuxième, c'est que les jeunes ne veulent pas s'engager, pour deux raisons. L'une d'elles, c'est qu'ils ne respectent pas les dirigeants qui veulent les envoyer. C'est donc une crise.

Lors de cette même réunion, on a dit : « Nous avons besoin de l'intelligence artificielle. Nous devons maintenant réfléchir à une doctrine militaire qui nous permette de faire la guerre sans personnes, parce que les gens ne vont pas soutenir les guerres. » Donc, d'un côté, je suis d'accord avec vous : c'est une source d'espoir, parce que les gens ne veulent pas y participer. Mais il y a maintenant un nouveau monstre, qui n'existait pas auparavant. Elon Musk s'est vu confier la mission de réfléchir à la guerre militaire des dix à vingt prochaines années. La question est : dans quelle mesure l'intelligence artificielle remplacera-t-elle les êtres humains dans la guerre, et facilitera-t-elle réellement la poursuite des guerres par les élites au pouvoir, alors même qu'elles font face à un déclin démographique et que les jeunes ne veulent pas participer aux guerres ? Les deux derniers points. Le premier, c'est la Libye. L'invasion de la Libye et les bombardements en Libye auraient aussi pu être évités.

Il y avait un accord entre Kadhafi et les chefs tribaux pour transférer le pouvoir. Romano Prodi me l'a dit personnellement : il avait transmis cette information à Macron et aux autres Premiers ministres. Ils n'ont même pas voulu en entendre parler. Ils ont dit : « Nous avons décidé, et nous allons bombarder la Libye. » Dernier point. Une façon de voir l'OTAN, et là je suis d'accord avec vous, c'est qu'elle ne servait pas seulement à contenir l'Union soviétique, si tant est qu'il fallait la contenir. Elle servait aussi, en réalité, à contenir le mouvement pour la paix en Europe, qui ne se limitait pas à la gauche. Car même les démocrates-chrétiens de l'époque, en Allemagne comme en Italie, disaient : « Plus jamais la guerre. » Et ils le disaient sérieusement. Mais l'OTAN a ensuite été mise en place pour contrôler ces mouvements, et pour s'assurer qu'elle pénètre les appareils de sécurité de ces pays, afin de faire de l'Europe un vassal. Et cela explique aussi leur nanisme.

#Pascal

Vous êtes dehors. Une minute.

#David Gibbs

Ce que vous avez dit sur la Libye m'intéresse beaucoup, parce que je ne savais pas cela au sujet de la proposition de Romano Prodi. Et, franchement, j'aimerais beaucoup pouvoir vous citer là-dessus, puisque vous lui avez parlé directement, j'imagine, et que vous pouvez vous exprimer avec autorité sur ce point. J'ai toujours soupçonné qu'il y avait quelque chose de ce genre. Invariablement, quand il y a une intervention, il y a aussi une tentative de paix, une négociation, puis elle est torpillée, et nous intervenons quand même. En général, ce sont les États-Unis qui torpillent tout ça. J'imagine que c'était aussi le cas cette fois-ci. C'est donc une information très utile. Voyons... Je ne veux pas vous prendre trop de temps ici. Alors, peut-être pourrions-nous en discuter davantage, je suppose, pendant le déjeuner.

#Pascal

Oui, c'est exactement ce que nous devons faire. Et sur ce, je voudrais vous remercier, David Gibb.

